… toujours aussi indispensable la lecture du blog Journal d'un prof d'histoire

Le 23 janvier, le tribunal correctionnel de Nîmes s'est déclaré incompétent pour juger les propos tenus par Claude Goasguen le 2 février 2014, lors de la soirée de gala d'une association juive. Le député UMP de Paris avait alors évoqué « cette Shoah terrible qu'on n'ose plus enseigner dans les lycées tant on a peur de la réaction des jeunes musulmans qui ont été drogués dans les mosquées ».

Cette accusation grossière portée contre l'école qui ne jouerait plus son rôle dans la transmission de l'Histoire – une rengaine lassante – a une nouvelle fois servi de toile de fond lors de la commémoration, la semaine dernière, du 70e anniversaire de la libération des camps nazis. Une commémoration qui fait de plus en plus figure de règlement de compte.
C'est toujours la faute de l'école

La première à s'y coller fut la ministre de l'Education nationale, le 26 janvier, en reprenant à son compte le traditionnel couplet sur « le relativisme, la perte de repères » de certains élèves, ajoutant : « Il y a peut-être eu une époque où il suffisait de leur transmettre un savoir pour qu'ils l'absorbent », mais aujourd'hui, « tout est contesté ».

Elle n'en dira pas davantage sur l'époque en question ni sur sa conception de l'« absorption des savoirs » rapportée aux camps d'extermination ni sur les contestataires.

Il faut dire qu'en matière d'idées reçues, Najat Vallaud-Belkacem trouve facilement à s'inspirer chez ses prédécesseurs dont beaucoup ont déjà eu l'occasion d'user de la même rhétorique facile. C'était par exemple le cas de Vincent Peillon, il y a un an à peine, qui regrettait « la connaissance totalement insuffisante par la jeunesse française, de l'histoire » de la Shoah. Ou encore de la bruyante polémique entretenue en 2008 par Xavier Darcos affirmant qu'un lycéen sur deux n'avait jamais entendu parler du génocide des juifs.

N'importe quel politicien en mal de notoriété – parmi d'autres, Bruno Le Maire – ou en période creuse d'actualité peut utiliser ce filon d'autant plus commode à creuser qu'il ne demande ni sources ni preuves, l'affirmation se suffisant à elle-même.

Les références sont à rechercher, le plus souvent dans de confuses enquêtes, remontant à plus de dix ans, dont la méthodologie approximative (un « recueil de poncifs ») n'empêche pas qu'elles soient reprises en boucle comme des vérités qu'il serait mal venu de contester. D'autant que ces accusations sont toutes sous-tendues, par une mise en cause plus ou moins explicite, selon ceux qui les portent, de la présence des élèves musulmans dans les classes.
Les sidérants amalgames de Valls

Et c'est évidemment ce jeu pervers dont le Premier ministre a fait le choix lors d'une séance de questions à l'Assemblée nationale, la veille de la commémoration. Au détour d'une phrase, d'une brutalité et d'une outrance verbale qui sont décidément sa marque de fabrique, il s'est lancé dans une violente diatribe, confondant dans un scandaleux amalgame Auschwitz, l'état d'Israël… et les écoliers du 93 :

« Que 70 ans après on crie de nouveau mort aux juifs dans les rues de Paris, que 70 ans après on tue des Français parce qu'ils sont juifs, 70 ans après que des enfants à l'école disent que leur ennemi c'est le juif, que 70 ans après malgré les témoignages et le travail de mémoire qui a été fait il y ait encore cet antisémitisme, que 70 ans après à l'antisémitisme traditionnel naisse un autre antisémitisme sur fond de misère, sur fond d'antisémitisme, sur fond de haine d'Israël, sur fond de rejet de l'autre, c'est que nous devons nous rebeller. »

On aurait donc crié « mort aux juifs » dans les rues de Paris il y a 70 ans ? Si c'est à la période

1940-1944 qu'il fait référence (et pas à l'année 1945, l'ignorant !), il faudrait sans doute lui rappeler que pendant toutes ces années, non seulement on ne manifestait pas dans les rues de Paris, mais que l'extermination des juifs s'y est déroulée avec la complicité active de l'Etat français, des forces de police et de gendarmerie françaises et sous le regard complaisant de beaucoup de braves gens, dont aucun, manifestement, n'était musulman ou issu de l'immigration maghrébine.

Que l'extermination des juifs ait été le fait de l'Europe blanche et chrétienne est pourtant un fait historique que Valls et d'autres avec lui ont manifestement du mal à assimiler, comme ils ont du mal à admettre que confondre dans un même opprobre la négation de la Shoah et la contestation de la politique israélienne n'est pas seulement d'une rare stupidité, mais c'est surtout une forme de provocation particulièrement obscène eu égard aux représentations qu'il met en œuvre.

Et lorsqu'un chef de gouvernement se permet, dans la même phrase, de mentionner « des enfants à l'école [qui] disent que leur ennemi, c'est le juif » – c'est la deuxième fois en deux semaines qu'il ressort cette argumentaire –, on comprend alors tout ce que sa compassion affichée pour le génocide des juifs peut avoir d'équivoque : à mille lieux de la compréhension du passé, de la pédagogie de la mémoire, de la nécessaire réflexion morale sur la violence et l'inhumanité, Valls met ici l'imprécation gratuite au service de sa petite carrière personnelle. Et ceci de la façon la plus malhonnête qui soit, en stigmatisant, à travers « des enfants à l'école », toute une population mais aussi, finalement, tout un système éducatif.
« Le triomphe de l'école »

Ce nouvel avatar de l'instrumentalisation de l'Histoire est d'autant plus mal venu qu'il est en réalité sans rapport avec l'enseignement de l'extermination des juifs effectivement pratiqué dans les classes, un domaine où – désolé pour les dénonciateurs et les déclinologues de tout poil – l'école fait correctement son travail.

Outre que les programmes scolaires offrent une large place à cet épisode de l'histoire – en CM2, en troisième (où cette question fait fréquemment l'objet d'une épreuve au DNB) ainsi qu'en première – les résultats de cet enseignement viennent précisément d'être évalués – et salués – par une enquête internationale initiée par la Fondapol et la Fondation pour la mémoire de la Shoah, des organismes qui ne sont pas à proprement parler des repaires d'islamo-fascistes : « Mémoires à venir. Une enquête sur la mémoire du XXe siècle ».

Cette étude a permis d'interroger plus de 31 000 jeunes de 16 à 29 ans dans 31 pays différents, sur leur perception de quelques grands événements historiques mais également sur les moyens qui leur ont permis d'acquérir leurs connaissances (école, Internet, commémorations, témoignages familiaux etc).

Pour ce qui touche à la Seconde Guerre mondiale et à l'extermination des juifs, les réponses des jeunes Français sont sans ambages :

à la question posée : « Selon vous, quel est l'événement le plus important de la période ? », 88% répondent (à partir d'une liste préétablie) : « l'extermination des juifs par les nazis » ;
96% estiment qu'il s'agit d'un « génocide » ;
à la question de savoir par quels moyens ils ont acquis leurs connaissances sur cette période, 87% répondent « par l'école » ;
à la même question portant, cette fois-ci, sur l'extermination des juifs, il apparaît que 83% les ont acquises par l'école (contre 81% pour les jeunes Israéliens …).

Transmettre l'histoire du génocide des juifs ? Dans un contexte de dénigrement frénétique du système éducatif, où tous les coups sont permis, cette enquête qui parle d'un « triomphe de l'école »

renvoie ses censeurs à leurs gros mensonges et à leurs petits calculs.